

## 6 Société et Culture

## CNAMGS/Activités médico-chirurgicales

## Les malades de l'urologie examinés à l'hôpital militaire



L'urologue Eric Jacob Benizri consulte et procède aux opérations durant cette semaine.



Des patients en salle d'attente.

R.H.A

Libreville/Gabon

Depuis hier matin, et ce, pendant cinq jours, les patients atteints de ces pathologies bénéficient de l'expertise du Dr Eric Jacob Benizri, venu tout droit de Nice (France), à l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO).

DANS la foulée de son dixième anniversaire, la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) organise, depuis hier matin, à l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO), des activités médico-chirurgicales d'urologie. Dr Eric Jacob Benizri, expert urologue, venu de Nice (France), poursuit son action sanitaire initiée il y a quelques années, accompagné de son équipe et d'un groupe de spécialistes gabonais en la ma-



C'est à l'HIAOBO que se tient cette activité.

tière. Jusqu'à vendredi prochain, plusieurs maladies de l'urologie seront passées en revue: pathologies rénale, prostatique, vésicale, tumorale, de la malformation et infectieuse sont autant de maux qui seront traités. Aucun organe de cette partie de l'organisme ne sera en reste tout au long de cette semaine. Comme à chaque édition, les patients affluent déjà depuis la publication de la tenue de cette activité médicale dans le quoti-

dien l'Union.

Pour cette première journée, douze interventions chirurgicales étaient programmées, alors que le nombre de patients pour les consultations approchait déjà la vingtaine. « Pour cette activité, tout se fera sur place avec nos partenaires urologues locaux et le matériel disponible. L'affluence qui est visible est la preuve que les choses peuvent se faire ici, et que les transferts vont progressivement s'éteindre. Cette semaine s'annonce déjà chargée. On

s'attend à une dizaine de malades à opérer. De plus, jusqu'à vendredi prochain, on s'attend à avoir une quarantaine de patients en consultation chaque jour», affirme l'urologue. Cette activité médicale a pour but, comme les précédentes, de réduire le nombre d'évacuations sanitaires vers les structures hospitalières étrangères. L'opération vise également l'échange d'expériences et de compétences entre les spécialistes gabonais et ceux de l'Hexagone ou d'ailleurs, travaillant dans des structures de référence. Initiées depuis 2014, les activités médico-chirurgicales de la CNAMGS ont, à ce jour, permis de réduire le nombre d'évacuations sanitaires dans ce domaine de l'urologie. Il est à préciser que la campagne actuelle prend en compte les patients assurés par la CNAMGS, ayant préalablement pris rendez-vous auprès de la structure.

## Fonction publique/Mise en place d'un système intégré de gestion de la ressource humaine de l'Etat

## Pour une optimisation des services publics

Prissillia M.Mouity

Libreville/Gabon

LES questions de gestion des ressources humaines de l'Etat étaient au centre des échanges, hier matin, entre Jean-Marie Oganaga, ministre de la Fonction publique, et les experts de la Banque mondiale (BM). La séance de travail, qui se tenait à la salle de réunion de cette administration, vise la modernisation des réformes engagées. Parmi celles-ci, la mise en place du système intégré de gestion de la ressource humaine de l'Etat.

Occasion pour Jean-Marie Oganaga de souligner l'importance de ce système, tout en distinguant le fonctionnaire et l'agent d'Etat. «Lorsqu'on parle



Jean-Marie Oganaga, ministre en charge de ce département.

d'agent de l'Etat, il faut savoir de quel type d'agent il s'agit, afin d'éviter des erreurs d'interprétation. Il est important de mettre en place ce système intégré, de telle sorte que lorsqu'on parle d'une catégorie d'agents de l'Etat, elle ne soit pas confondue à une autre. L'agent de l'Etat, quels que soient son statut et son mode de gestion, doit avoir les mêmes disposi-

tions», a-t-il souligné. Aussi, l'harmonisation des informations étant un enjeu majeur dans la gestion de la ressource humaine, le patron de la Fonction publique et ses interlocuteurs ont-ils également élaboré un système d'informations qui, selon lui, devrait dynamiser les services publics. «Le système d'informations que nous avons est parcellaire.

Il est donc difficile d'avoir des informations cohérentes. Les informations varient selon les départements et les administrations. La conséquence de tout cela est que lorsque vous ne maîtrisez pas l'information à la base, les dépenses y relatives sont très importantes. Et, il y a des redondances et des doublons. Il y a des fonctionnaires dans l'administration qui exercent ailleurs, mais qui se retrouvent payés deux ou trois fois. En matière de modernisation de notre administration, nous nous attaquons donc à ces points (gestion de la ressource humaine et des informations). C'est de là que découlera la qualité des services publics que nous devons offrir à nos usagers», a indiqué le ministre de la Fonction publique.

## Piéton



## L'abondance de biens ne nuit pas

Cette maxime très populaire s'applique à ce compatriote, handicapé moteur qui, comme beaucoup de ses congénères, vient de réceptionner un nouveau moyen roulant pour ses déplacements, alors qu'il en disposait déjà. Ne pouvant pas conduire en même temps les deux tricycles, il a eu l'ingénieuse idée d'en remorquer un. Et il s'en sort plutôt bien, même s'il est à redouter les effets gênants d'un double emploi.



## Espace vert ou passage piéton ?

L'aménagement de la route Mouila-Fougamou avait enfin mis un terme à l'état de la chaussée, dont la dégradation avancée était devenue une véritable préoccupation. Seulement, non loin du carrefour dit "Moussa" à Mouila, la présence des compteurs d'eau le long du trottoir a favorisé la poussée d'une végétation herbacée, donnant l'impression d'un espace vert. Ironie du sort, ni les clients, ni la mairie, encore mois la SEEG, personne ne songe à nettoyer les lieux pour une meilleure visibilité des usagers.



## Des feux de signalisation hors service

Situés au carrefour Saulnerond, dans le premier arrondissement de la commune de Mouila, les feux de signalisation qui régulaient, par le passé, la circulation automobile, ont cessé de fonctionner depuis le 31 août 2016. Les violences post-électorales sont passées par là. Plus d'un an après, rien n'est fait pour leur remise en service, alors que le nombre d'accidents à cet endroit ne décroît pas.